

DES RAISONS DE PERSEVERER



Une entreprise de la place : la privatisation et la relance du secteur privé donneront un coup de fouet à l'économie nationale.

DANS les heures qui viennent, l'année 1987 sera entrée en beauté, dans la plus grande joie des fétards du monde entier. La conjoncture est plus morose que jamais mais n'empêche l'essai d'oublier ne serait-ce que le temps d'un réveillon, ce mal du siècle qui est la crise. Et l'on formulera, selon l'usage, le vœu que l'année nouvelle soit celle du bonheur et de la prospérité retrouvés. Mais les vœux ne suffisent pas, en matière de développement, il n'y a point de miracle. La relance des économies en panne dépendra fondamentalement de l'efficacité des stratégies de redressement en application et des efforts et sacrifices consentis par les uns et les autres pour sortir du creux de la vague et prétendre à un mieux-être collectif.

Au Sénégal, en particulier, l'on ne s'y est pas

trompé. 1987 a ainsi été l'an III du plan d'austérité structurel à moyen et long termes, une stratégie qui, tout en reposant sur la rigueur dans la gestion économique, se démarque nettement des programmes antérieurs de stabilisation (1979) et de redressement économique et financier (1980-84), par une approche moins restrictive du développement national. L'année écoulée en aura témoigné avec la confirmation de l'option libérale qui sous-tend la nouvelle donne impulsée par la puissance publique et qui associe à la gestion de la demande à des fins stabilisatrices, des actions propres à stimuler la croissance.

C'est tout le sens des nouvelles politiques économiques qui se sont pleinement exprimées en 1987. Favorisée par une bonne campagne agricole, fruit

d'une saison particulièrement pluvieuse, la Nouvelle politique agricole a continué de révolutionner en profondeur le monde rural amenant les paysans à plus de responsabilité, à se comporter en acteurs économiques conscients de leurs missions, performants et compétitifs. La Nouvelle Politique industrielle qui répond à ce même ordre de préoccupation a été elle-même mise sur orbite l'année dernière avec comme rampe de production la réforme des Codes des investissements, des impôts et le parachèvement de la toilette de celui des douanes effectuée l'année d'avant.

L'entrée en vigueur de la loi 86-02 révisant à la baisse des droits de porte frappant les produits importés et l'ouverture quasi-intégrale du marché local, semblent avoir fait cette année le bonheur des consommateurs, du fait de la possibilité qu'il leur est plus largement faite d'acheter les produits de leur choix, étrangers ou de fabrication locale, à Sandaga dans les grandes surfaces comme dans les échoppes qui plus est, par le jeu d'une concurrence effective, les prix des produits de consommation courante ont tendance à baisser.

Mais ce mouvement aurait pu être plus ample encore si les importations et autres intermédiaires avaient accepté de jouer le jeu, en répercutant plus justement la baisse des tarifs douaniers sur les prix à la consommation. Etant entendu que la révision du Code des douanes et l'ouverture du marché local leur permettent de se tirer profitablement d'affaire sans plus emprunter les chemins de travers qui mènent à la fraude. Cette dernière pratique qui a pendant longtemps affaibli l'économie nationale, a perdu de son intensité, mais.

Dans tous les cas, les industries qui par le fait de la NPI et de la déprotection du marché vont perdre le monopole jugé ankylosant qu'ils ont jusqu'ici exercé sur le marché, se sont montrés l'année écoulée beaucoup moins réfractaires que par le passé. Le dialogue entamé en 1986 entre l'Etat et ses partenaires sociaux, autour de la problématique de la mise

en œuvre de la Nouvelle politique industrielle s'est poursuivi et a permis d'émousser certaines appréhensions et points de désaccords.

D'autant que la modification du Code des douanes leur a été profitable. La fiscalité de porte pesant sur les intrants importés par l'industrie locale est beaucoup moins lourde. Le nouveau Code fiscal adopté en 1987 a également ramené l'impôt à sa mission première, la promotion de l'initiative privée et de l'expansion économique. Il en est de même du nouveau code des investissements voté par l'Assemblée nationale, cette même année. En somme, les conditions de la relance de la production industrielle nationale, dans le contexte d'un environnement économique plus ouvert et concurrentiel ou seules les entreprises les plus performantes et compétitives ont droit de marché, ont été réunies durant l'année écoulée. Mais ce temps est trop court pour se prononcer sur l'adaptation de l'Entreprise sénégalaise aux données économiques nouvelles. Il faudra attendre encore.

Il en est de même de la privatisation ou plutôt de la cession partielle ou totale des actifs détenus par la puissance publique dans un certain nombre d'entreprises parapubliques, toujours dans l'optique de stimuler l'initiative privée, et de ramener dans le même temps, l'Etat à ses missions originelles de service public. Parmi les 26 entreprises cessibles, 10 sont mises en vente depuis le 16 octobre dernier. Trois questions restent cependant à résoudre. Elles ont trait à la nature et à la consistance de l'actionnariat ciblé, au coût social de la privatisation et à sa portée économique. Là également, les réponses sont à trouver durant ces années à venir. Toujours est-il que le soutien des bailleurs de fonds et les nombreux satisfécits qu'ils ont décernés au Sénégal pour la manière dont il s'y prend pour sortir de la crise et relancer son économie sur des bases saines et durables sont autant de raisons de persévérer.

Par Amadou FALL.

PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION PARI GAGNÉ

La politique de santé publique menée au Sénégal pour l'année qui finit, a été fortement marquée par le PEV (Programme élargi de Vaccination). L'objectif de cette opération était le contrôle de sept maladies cibles (rougeole, tuberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite, fièvre jaune) par une immunisation des enfants d'âge préscolaire.

Organisée du 1er au 5 octobre 1987, la campagne nationale de vaccination a été conçue comme une étape préalable au démarrage du programme accéléré de vaccination qui va s'étendre sur cinq ans, 1986-1990. Durant cette période, le programme sera financé en partie par des contributions extérieures pour renforcer et assurer la formation adéquate du personnel.

C'est en 1978 que fut décidé l'établissement d'un plan national de vaccination pour coordonner les actions jusqu'à l'entreprise par le service des Grandes Endémies. Ce service avait enregistré des résultats très inégaux selon les régions du fait du manque de matériel, de vaccins, ainsi que de certains problèmes de gestion et de communication avec la population.

En adoptant les conclusions et recommandations du groupe consultatif mondial sur le PEV, le Sénégal élabore en 1981 un projet de vaccination mieux intégré dans le plan de développement des services de santé. Les résultats après quatre années de cette première approche ont été médiocres, notamment par une très grande disparité du taux de couverture vaccinale (41% dans la région de Kolda, 39% dans la région de Dakar et 3,4% dans la région de Loube). Ainsi, à la conférence de Bellagio (Italie) en mars 1984, le gouvernement du Sénégal a présenté une proposition du PEV visant un large contrôle de maladies infectieuses dans un intervalle maximum de

cinq ans. Cette restructuration du PEV a milité en faveur du choix de notre pays comme pays pilote en matière de vaccination en Afrique. S'y ajoutent la volonté politique du gouvernement de lutter contre la mortalité infantile, la réussite des expériences de Thies et Kolda (vaccination à deux passages), et l'accès relativement facile des zones rurales. Ainsi le nouveau PEV vient-il combler les insuffisances des politiques et des structures existantes. Il se définit comme étant une stratégie basée sur la prévention sanitaire des groupes les plus vulnérables de la population, c'est-à-dire des enfants de 0 à 1 an. Il s'agit de vacciner d'ici à 1990 la totalité des enfants de cette tranche d'âge contre les sept maladies.

Dans le nouveau projet, le gouvernement sénégalais a particulièrement insisté pour que le PEV soit intégré aux autres activités des soins de santé primaires tels que la RVO, les soins maternel-infantiles, la nutrition, l'espace des naissances, l'assainissement et l'hydraulique villageoise, l'éducation sanitaire et le traitement des maladies, etc. Dans cette optique, la vaccination apparaît comme un élément moteur pour la promotion des soins de santé primaires.

Toutes les activités d'information, de sensibilisation et de mobilisation ont été le fruit d'un travail patient de l'UNICEF en 1985. Cette préparation minutieuse et détaillée a assuré une remarquable mobilisation des autorités, du personnel médical et de la population, par la suite. L'objectif de la campagne passée était aussi de mettre au point une approche efficace de communication sociale pour le programme régulier de vaccination. Un but largement atteint.

Un triple enseignement est à retenir de cette rencontre. Premièrement, que l'Afrique ou du moins les problèmes qui assaillent notre continent, et qui sont la pauvreté, la malnutrition, le chômage, l'analphabétisme et l'absence de liberté, ont atteint un seul



Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste et Abdou Diouf, à l'ouverture des travaux.

Réunion du conseil de l'Internationale socialiste Une éclaircie dans le ciel africain

En cette année qui se meurt dans le vacarme des libertés étouffées, l'espoir ne peut manquer de se retourner vers cette brèche ouverte sur le continent africain le 12 octobre à Dakar à l'occasion de la réunion de l'Internationale socialiste sur le développement et la démocratie en Afrique. Dans l'histoire du cheminement des partis à vocation socialiste sur le continent africain, cette date est à marquer d'une pierre blanche. En compagnie de l'Internationale socialiste qui constitue une conscience démocratique dans ce monde en proie aux délires de la tyrannie, l'Afrique offrait un cinglant démenti aux mauvais devins qui lui ont toujours refusé un avenir dans la démocratie.

Un triple enseignement est à retenir de cette rencontre. Premièrement, que l'Afrique ou du moins les problèmes qui assaillent notre continent, et qui sont la pauvreté, la malnutrition, le chômage, l'analphabétisme et l'absence de liberté, ont atteint un seul

de maturation tel qu'il n'est plus possible de les ignorer. En discutant avec les membres de l'Internationale socialiste, les socialistes africains se sont ouvertement positionnés en face de leur propre situation.

Le deuxième enseignement de cette rencontre se trouve dans l'indissociabilité établie entre la lutte contre la pauvreté dans le continent et le combat pour l'avènement de la démocratie.

Le dernier enseignement, c'est qu'un avenir démocratique en Afrique ne peut se réaliser sans l'éradication totale de l'apartheid.

Cette réunion du conseil de l'Internationale socialiste à laquelle ont participé une quinzaine de partis africains invités, a été une éclaircie dans le ciel africain assombri par l'ignorance, des droits, les plus élémentaires de l'être humain.

M.S.D.

BOUQUET D'ESPOIRS

Il est toujours difficile d'opérer un choix, surtout si l'éventail est aussi vaste que le sont les faits de société. Puser un, deux ou trois faits saillants pour une rétrospective tient dans ces conditions de la gageure.

Pourtant il faut le faire, comme à chaque fin d'année, pour permettre au lecteur de retrouver ses marques en vue de mieux démarrer l'année nouvelle.

Nous avons résolument pris sur nous la responsabilité de privilégier certains faits au détriment d'autres pas forcément moins importants, seulement du fait de la loi de la sélection, la plupart du temps subjective.

C'est ainsi que nous avons choisi de parler tout d'abord d'un événement qui nous a semblé capital dans la vie de notre Nôblin en ce qu'il nous reconcentre avec nous-mêmes. C'est la célébration en novembre dernier de la **Journée nationale des Personnes âgées**.

Il s'agit particulièrement ag. pour la Nation reconnaissante de rendre hommage à d'impensables bâtisseurs qui se sont héroïquement sacrifiés pour nous offrir les conditions de notre existence actuelle. Et qui veulent encore nous encadrer et nous baliser la voie pour les batailles futures. Pour le développement. Pour un avenir plein de promesses.

En deuxième position nous nous inquiétons. Sereusement. Depuis que les routes du trafic international de drogue dure ont été coupées par une action concertée des pays développés et en développement, alarmés par un fléau qui prenait une ampleur considérable, les ingénieux passeurs transigent par notre pays, et d'autres pays africains qui s'accrochent de plus en plus solidement à ces clés du « paradis artificiel » avec tout ce que cela comporte de dangers pour les jeunes et les moins jeunes. Le démantèlement de plusieurs filières d'héroïne et de cocaïne par une police sur les dents constitue déjà un sérieux indicateur de la menace. Il fallait donc en parler, une fois de plus au risque de tomber dans la répétition. Pour tirer sur la sonnette d'alarme, avant que le rubicon ne soit franchi.

Troisième point d'ancrage. **L'insécurité**. Des actes de banditisme d'hauts vols ont fait croire, à un moment donné, que nous étions atteints par le syndrome de la violence. Celle-là que nous n'avons pas connue jusque-là. Attaques à main armée isolées, vols téméraires, agressions en plein jour tout nous a fait redouter, à un moment donné l'engouffrement dans la spirale « envoutante » de la violence. Heureusement que là aussi, la tension a brutalement baissé. Surtout que maintenant, dans la rue il y a des « cactus » pour nous faire espérer.

L'espoir s'amplifie davantage avec l'organisation du **Pré-FESPAC**, qui a rassemblé quelque deux cents intellectuels du monde noir et de la Diaspora qui ont réfléchi sur leur avenir, en relation avec l'émergence des nouvelles technologies que nous devons nécessairement maîtriser pour ne pas rater le rendez-vous du futur. Mais, comme prospective n'exclut pas ressourcement, tous ont communiqué solennellement lors de la Journée du Souvenir, à travers une fresque admirable et monumentale qui a retracé notre cheminement commun, depuis la Nuit des Temps, jusqu'à nos jours.

C'est en quelque sorte la célébration de la liberté

refrôlée, du pardon accordé de manière sereine, et de la réhabilitation de l'homme noir avec lui-même, avec l'île de la Souffrance qu'était Gorée qui a été fêlée à cette occasion. Cette évocation a effacé tous les points sombres qui avaient, à un moment donné, fait craindre le pire.

Mais il n'en est rien, car le commissaire de l'AFESPAC a annoncé au monde que le FESPAC aura bel et bien lieu, comme prévu, en cette année de grâce qui pointe son nez. Avec l'espoir de jours meilleurs. En attendant, **Déwénéti** !

Abdallah FAYE



La fresque historique de Gorée a constitué l'un des temps forts du Pré-FESPAC qui a rassemblé plus de deux cents intellectuels d'Afrique noire et de la diaspora. Prospective rime quelques fois avec ressourcement.

DROGUES DURES

L'African-connection...

La drogue détruit l'homme en le réduisant à l'état d'esclave. Elle provoque des hallucinations, entraîne une déficience des fonctions intellectuelles et le changement de la personnalité de l'individu. Les toxicomanes sont agressifs, ce qui finit par se traduire par une démenche ou un coma, et la mort enfin.

Pourtant, malgré tous ces effets ravageurs, la production, le trafic tout comme la consommation de drogues ont augmenté sensiblement de par le monde depuis 1985, selon les statistiques de l'Organisation internationale du Contrôle des Stupéfiants des Nations-Unies et les informations fournies par Interpol. Et le continent africain n'a pas été épargné par ce fléau, dans la plupart des pays, la drogue a fait son entrée de façon massive.

Face à cette situation désolante, à vrai dire, une politique nationale cohérente en matière de lutte contre les abus et le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes a été mise en place récemment.

La drogue, en effet, qu'elle soit douce ou dure n'en demeure pas moins un fléau. (Ne lie-t-on pas la vague d'agressions qui sévit dans notre capitale à ce phénomène ?)

De toutes les façons il faut un frein, car le danger se trouve dans le fait que la drogue comme dans tous les pays du monde fait ses ravages parmi les jeunes, donc compromet tout avenir.

Ce que les autorités sénégalaises ont compris en prenant les devants.

Dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le trafic de drogue, les moyens ont été sensiblement renforcés, sur les plans matériel et humain. En outre la police, la gendarmerie et les douanes entretiennent une étroite collaboration qui débouche sur une meilleure efficacité. Par ailleurs, des séminaires sont organisés régulièrement au niveau des régions pour une meilleure sensibilisation sur les stratégies de lutte contre la drogue et une vigilance plus accrue. Toujours sur le plan national, la loi 7224 du 19 avril 1972, modifiée par la loi 8712 du 26 février 1987 prévoit à tout trafiquant de drogue une peine comprise entre 2 et 10 ans de prison ferme.

Cependant, il faut croire que les choses ne sont pas si simples. Le problème de la toxicomanie est complexe et il est souvent lié à des motivations socio-économiques. Au Sénégal, elle est en train de s'ancrer parce qu'elle se présente pour la plupart des consommateurs comme un moyen d'évasion, de défense face aux réalités quotidiennes de la vie. L'usage des drogues est lié à plusieurs facteurs : l'exode rural, le chômage, la démission des parents, l'éclatement de la cellule familiale, etc. Il y a aussi dans certains cas le mimétisme de certaines réalités étrangères.

En effet, il faut le reconnaître, si la drogue a pu faire tant de chemin au sein de la société sénégalaise, c'est parce que les conditions sociales y prêtent. Le Sénégalais aux grandes vertus morales est en train de disparaître pour faire place à un homme qui se bat comme il peut. Quand certains, dépassés par les pesanteurs incontrôlables cherchent à « voyager », d'autres s'y engagent, mais tout simplement par le goût du lucra. Il faut avoir de l'argent coûte que coûte, le maximum et quoiqu'il en coûte. Aussi, un des moyens les plus rapides est le trafic des drogues. Ainsi s'est établi un marché sur de la drogue au Sénégal.

Marie Louise BENGHA

PRÉ-FESPAC

Le monde noir face à son destin

Ibrahima Ndiaye Ceva aura donc réussi son pari. C'est dans l'art que se conserve la mémoire des peuples. Il les préserve de l'oubli. Symbole de cette vérité, l'épigraphie du FESPAC. Ce tour de tête égyptien ou thébain dit en 6 lettres égyptiennes le nom du festival que « rythme », si l'on peut dire, la cora plantée comme sur une tête de pintade. Musique des traditions à l'écriture électronique. Un mélange alors de tradition et de modernité. C'est dire que les organisateurs du FESPAC ne se sont pas trompés.

Ils ne se sont ni trompés dans leur volonté, comme le dit Pathé Diagne, « d'ériger une civilisation nouvelle devant la crise mondiale de la culture », ni du choix de Dakar qui se réjouissait pour ainsi dire et de son centenaire et d'avoir réuni les Africains d'Afrique et/ou de la diaspora. Choix ne pouvait être mieux fait.

Déjà, en mai 1985, Cameroon-Tribune en donnait des justifications : « la politique culturelle sénégalaise repose, on le sait, sur les principes de l'enracinement et de l'ouverture. Elle est très cohérente et se manifeste par un dynamisme certain. La liberté d'expression étant totale dans ce pays, la culture s'y déploie sans entraves et donne la mesure d'un sens de créativité permanente », toujours allée aux valeurs « traditionnelles que ce pays véhicule ».

Chemin faisant, la perspicacité dans l'entreprise a fini par triompher. Les premiers balbutiements de Yaoundé en 1985 avec l'ancien ministre de la Culture du Sénégal Abdel Kader Fall, aux choix du logo, symbole de l'AFESPAC, consacré par le séminaire préparatoire sur « le monde noir et le panafricanisme » réunissant la crème des intellectuels et de la diaspora, jusqu'à la phase terminale de sa mise en œuvre au Gabon en avril 1987, le FESPAC attendu à Dakar en 1988 se donne une figure. L'idée ne pouvait que faire son chemin.

Elle est née de cette noblesse pudique. La

réconciliation de soi avec sa propre race. « Une négritude subjective » qui n'est pas comme le dit le poète « Sommeil de la race », mais soleil des cultures. C'est pourquoi, la rencontre de Dakar a été précédée de la **quinzaine des peuples noirs** organisée par l'Association nationale pour le FESPAC, dans notre pays.

En attendant le 15 décembre prochain, le pré-FESPAC qui vient de s'achever, ne nous aura pas laissé sur notre faim. La variété des thèmes débattus, l'atmosphère carnavalesque de boulevard en a détendu les « cogito » et permis en cela même le dialogue fructueux. C'est dire que cela pouvait passer en chacun.

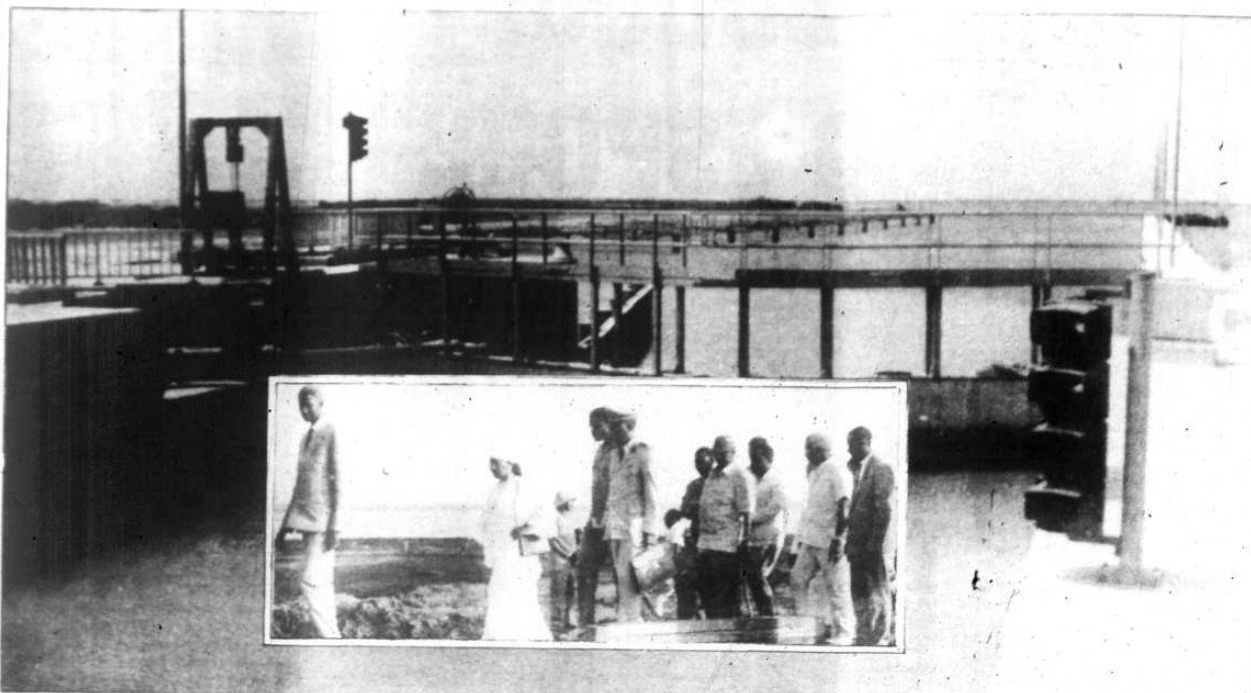
De la courtoisie d'Harlem. Desir aux cris déchirants contre l'apartheid de Zapata jusqu'à l'africanisme exubérant de Olon Jackson, c'était l'Afrique qui, de toutes ses fibres appelait à la réconciliation avec elle-même.

Ces cris ont tonné dans la splendeur de Gorée. Il fallait les voir, ces chanteurs qui sont allés chercher le propre de l'africanité au plus sûr d'eux-mêmes. Le mémorial de Gorée aura été un des temps forts du Pré-FESPAC. La mise en scène de Jean-Pierre l'aura marquée d'une pierre blanche dans nos quêtes respectives d'identité africaine. Le signe défiant la réalité ! On était à Gorée non plus au mémorial mais vivant avec nos ancêtres humbles et persécutés. Ils peuvent aujourd'hui, face aux génies de leurs descendants, recevoir la vengeance de l'histoire que leurs Nôbls ont déjà tûtôté.

Ce l'on pourra reprocher aux organisateurs du pré-FESPAC, c'est le défaut de coordination et d'organisation. L'idée est géniale, celle de nos rencontres entre des hommes appartenant à leur propre histoire. Il ne faudrait pas donc que nous nous reprochions des échecs. Le FESPAC, est un pari à gagner.

Sambou CISSÉ

RETRO'87



• Réfection du pont de Diaroumé d'un coût d'un milliard visité par le couple présidentiel ainsi qu'un petit barrage.

DES DOLEANCES AU QUOTIDIEN

Cinq régions du Sénégal profond ont reçu au cours de l'année écoulée le chef de l'Etat. Les doléances des populations ont été satisfaites à 80% à Tambacounda, 62% à St-Louis et les régions sud du pays (Ziguinchor et Kolda) abritent désormais nos plus grands projets de développement. Les problèmes de l'après-barrage, le désenclavement, la désertification, le sort des femmes et des jeunes ont été des constantes partout.

MESUREE à l'aune des réalisations, des visites officielles qui l'ont ponctuée, l'année qui s'achève aura été, incontestablement, celle où le Sénégal profond a eu droit à une constante sollicitude.

Les problèmes liés à l'après-barrages, au désenclavement des régions périphériques, à la désertification, à la réforme ont été durant ces trois cent soixante-cinq jours écoulés une donnée permanente qui a meublé le séjour du chef de l'Etat dans au moins cinq régions du pays visitées.

De Matam à Kolda en passant par Kédougou, Tambacounda, Ziguinchor, et enfin Louga, c'est là une des leçons majeures qui se dégage à l'heure du bilan.

Plus que la multitude des problèmes partout évoqués, c'est sur la volonté de leur apporter des solutions concrètes qu'il sied aujourd'hui de s'appesantir.

A cet effet, la région nord du pays qui a achevé cette série de périples en 1986 avec la visite de Matam, et entamé celle de 1987 avec les 25 localités visitées dans les départements de Podor, Dagana et St-Louis, est riche d'enseignements.

A ceux qui seraient tentés de ne voir à travers ces visites qu'une pure opération de charme politique dictée par la proximité des échéances électorales, le bilan chiffré dressé récemment au cours d'un CRD spécial dans la capitale du Nord, pourrait apporter une réponse on ne peut plus éloquent.

Qu'en on juge. Un an, jour pour jour, après cette série de visites officielles, 62% des doléances du pays réel soumises au président de la République ont été satisfaites. Celles qui

restent à satisfaire ont aussi reçu un début de réponse prometteur. En effet, s'agissant de la ville de St-Louis, 24 milliards vont être consacrés à la protection de son littoral, sa doléance majeure et le problème des mandats de nos frères émigrés de cette région pourvoyeuse avec l'enveloppe de 900 millions reçue par l'OPCE, est en passe de devenir un vieux souvenir. La réfection du stade Wilford verra aussi l'affectation d'une somme de 40 millions alors que dans le domaine hydraulique, 90 forages ont été construits dans cette région.

Ainsi, un regard rétrospectif jeté sur les doléances faites au cours de la visite du chef de l'Etat permet de voir que celles-ci n'ont pas été classées dans des tiroirs une fois les flonflons de la fête terminés.

Le rêve de réaliser le pari de l'autosuffisance commence aussi à devenir réalité grâce aux barrages de Diama et Manantali et on s'attèle avec bonheur à l'extension des aménagements de la SAED, extension que les populations rurales de cette région avaient souhaitée.

Problèmes des terres

Ainsi, dans ce domaine précis, on peut citer la dernière lettre de mission signée entre la Société (SAED) et l'Etat et couvrant la période de juillet 1987 à juin 1990, laquelle prévoit, comme objectifs, l'extension des aménagements. Ces aménagements vont passer de 27 000 ha à 35 000 ha en plus du volet réhabilitation de 5 370 ha et d'extensions prévues sur 2 440 ha. Il reste cependant à résoudre le problème de l'exploitation des terres situées de part et d'autre de la frontière.

Le programme de pistes de production devant désenclaver le Walo et l'amélioration souhaitée de l'écoute radiophonique ont aussi de leur côté connu un début d'exécution. Sagissant plus particulièrement de l'écoute radiophonique, une enveloppe de 500 millions a été consacrée à Radio St-Louis et la pose prochaine de la première pierre de l'émetteur de Louga laisse entrevoir un avenir prometteur.

Après la région du Nord en décembre et janvier, la région orientale, précisément Kédougou en mars, a accueilli le chef de l'Etat. Huit mois après ce périple fructueux, les promesses faites par le chef de l'Etat y ont été réalisées à 80%.

Dans cette partie orientale du pays frontalière à quatre pays de la sous-région, un désenclavement multiforme, priorité des priorités, se réalise au grand bonheur de ses populations. Construction de ponts sur plus d'un milliard, automatisation des liaisons téléphoniques depuis fin décembre grâce au projet PANAFTEL chiffré à quelque 65 milliards, sont autant de jalons sur la voie du désenclavement. La promesse tenue faite par le président de la République pour qu'il n'y ait pas d'impasse dans la recherche des solutions des problèmes surtout d'enclavement a été donc tenue.

La réalisation prochaine de la route bitumée Dialacoto-Kédougou et Tamba-Bakel et la réhabilitation de la voie ferrée conduisant à la mine de la Falémé donneront assurément plus de poids au rendez-vous d'espoir pris par le chef de l'Etat avec ces ruraux de la partie orientale ou de nombreuses réalisations comme l'hôpital, les abattoirs, la centrale électrique ont déjà vu le jour. L'extension du réseau télévisuel et l'amélioration de l'écoute radiophonique à laquelle on a promis de s'atteler finiront sans nul doute par vaincre de manière définitive le problème crucial de l'enclavement de cette région périphérique.

Du désenclavement, il en a été beaucoup question aussi dans les régions sud du pays qui ont bouclé la boucle. La réalisation dans le cadre du PRIMCOA du pont de Diaroumé d'un coût d'un milliard et les projets de 82 pistes de

dessertes au profit de 120 villages dans le cadre de l'intensification de la politique de construction de routes et pistes de production ont, autant de jalons posés sur la voie du désenclavement tant interne qu'externe du régions du sud. L'amélioration de l'écoute radiophonique et de la couverture télévisuelle viendra compléter le tableau.

Il est du reste assez significatif que le chef de l'Etat ait choisi les régions sud du pays pour annoncer le projet Sud-Sénégal d'un coût de 65 milliards initié par la SONATEL dans le cadre justement du désenclavement.

Plans d'urgence

Dans ces régions qui constituent déjà le grenier du Sénégal, l'annonce d'un plan d'urgence pour la mise sur pied de barrages anti-sel ajoutée aux projets déjà initiés en matière d'autosuffisance alimentaire et qui ont nom projet de l'Anambé, projet de Tendouck montrent à l'évidence que c'est ici plus que nulle part ailleurs que le pari de l'autosuffisance devra être gagné. Une ère nouvelle s'ouvre donc à nos yeux, celle des barrages de l'espoir qui permettront de gagner ce pari majeur qu'est celui de l'autosuffisance alimentaire, probable à une véritable indépendance économique.

La maîtrise de l'eau qui en est l'un des préalables indispensables, s'effectue avec bonheur dans ces régions du Sud où de nombreux projets hydrauliques ont vu le jour. Il s'agit des barrages d'Affignam, de Guidel, de l'Anambé qui ambitionnent à terme de sécuriser la production agricole et de l'adapter à notre croissance démographique. Les résultats satisfaisants enregistrés contribuent d'ores et déjà au rétrécissement de notre déficit céréalier national. Seule ombre au tableau, la remontée de la langue salée privant les ruraux de sols fertiles. Le gouvernement par le biais de plan d'urgence anti-sel entend mener rondement cette croisade qui, combinée aux barrages de Manantali et de Diama, modifiera le cours de notre histoire.

Amadou GAYE

HYDRAULIQUE

PARI PRESQUE GAGNE

DÉFI majeur pour un pays qui sort péniblement de plus d'une décennie de sécheresse : la maîtrise de l'eau aura doublement été pendant cette année qui s'achève au centre du combat pour le développement national. Au-delà de la poursuite de l'exécution du programme d'urgence hydraulique, c'est cette année que l'ère de l'après-barrages a réellement sonné.

Surpriorité dans un pays essentiellement agricole, l'eau est malheureusement une denrée rare au Sénégal qui est très peu pourvu en ressources hydriques. Branché sur trois nappes souterraines en plus des précipitations, doté d'un volume hydrique de 215 kilomètres cubes. Mais il se trouve que 99% de ces réserves sont cycliques parce que constituées de pluies qui à peine tombées repartent immédiatement vers l'océan par le biais des fleuves et rivières si elles ne s'évaporent pas tout simplement.

Le ruisseaulement représentant 20 à 30% des pertes hydriques, il importe donc de trouver le moyen de stocker toute cette masse d'eau d'où l'utilité des barrages qui nous offrent un disponible en eaux qui nous évite de recourir au dessalement de l'eau de mer.

Cela explique l'importance encore une fois accordée à la maîtrise de l'eau qui en attendant l'édification du canal du Cayor, a essentiellement porté sur la construction de forages et puits. Plusieurs de ces ouvrages ont été déjà réalisés par le gouvernement avec l'aide de la communauté internationale qui avait des le départ adhéré à notre programme d'urgence hydraulique dont l'objectif

principal rappelle est de parvenir à doter chaque siège de communauté rurale ainsi que les villages-centres de forages équipés.

Donc un vaste réseau d'ouvrages hydrauliques pour faire face à nos besoins toujours croissants en eau. Gros consommateur d'eau avec une quantité journalière de 40 litres, le Sénégalais est d'ailleurs bien loti si l'on sait que la moyenne mondiale admise pour les pays en voie de développement est comprise entre 35 et 90 litres/jour. Mais si on peut quantifier les besoins en eau de nos compatriotes, il est difficile d'en faire autant pour les ressources d'autant plus qu'avec la rareté des pluies, les stocks hydriques sont difficiles à reconstituer.

Programme CEAO

N'importe comment, le gouvernement entend poursuivre sa politique hydraulique. Comme pour faire écho à l'engagement pris par le chef de l'Etat dans les régions périphériques, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) vient d'annoncer l'exécution prochaine de son deuxième programme hydraulique au profit du Sénégal. Le premier programme qui remonte à 1979 avait permis de réaliser 29 châteaux d'eau et 41 réservoirs au sol conjointement financés par le Fonds koweïtien, la BADEA et le BOAD sans compter la contrepartie sénégalaise. Le deuxième programme chiffré pour le Sénégal à cinq milliards et demi de nos francs, se traduira par la construction de 220 points d'eau dans



Poursuite du programme d'urgence au grand bonheur des populations, toutes couches confondues.

notre pays. Déjà, la BADEA, le Fonds koweïtien ont donné leur accord de financement. D'autres bailleurs de fonds comme la Banque islamique de Développement et le Fonds de l'OPEP sont aussi intéressés par ce programme.

Impact

Révé, lorsque le président Abdou Diouf l'annonçait en 1981 au terme d'une visite dans l'ex-Sine-Saloum, le plan d'urgence hydraulique est devenu une réalité si palpable qu'en se rendant dans certaines régions de l'intérieur, le chef de l'Etat a pu mesurer l'impact de cette politique au niveau des masses rurales. C'est pourquoi, le président de la République a décidé d'intensifier la politique hydraulique qui, à côté des deux grands barrages de Diama et Manantali déjà

achevés, passera aussi par la réalisation de petits ouvrages comme celui d'Alfignam d'un coût de sept milliards.

D'autres petits barrages verront également le jour à Tendouk, Kaniak avant l'achèvement de ceux de Kabiline, Bandjak, Baïla et Dinakay dans cette région de Ziguinchor qui, avec sa voisine de Kolda, seront dotées d'un plan d'urgence de lutte anti-sécheresse. Pendant des grands ouvrages réalisés à l'échelle sous-régionale, ces petits barrages participent à notre lutte pour l'autosuffisance alimentaire dans ces parties du Sénégal où la langue salée gagne chaque année, de nombreuses terres cultivables. C'est dire l'interférence entre l'hydraulique et l'agriculture dans un pays où, sans eau, tout effort de développement est, d'avance, compromis.

Papa Mor SYLLA

NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE CONCRETISATION DES OPTIONS

Bien appliquée depuis 1983, la Nouvelle Politique Agricole (NPA) a été plus ressentie dans les activités paysannes cette année, en raison de la suppression du crédit-semences. En conservant eux-mêmes leurs semences, les hommes de la terre ont ainsi fait un pas important dans le processus de responsabilisation du paysannat qui est un des axes de la NPA.

Certes de faibles crédits ont été accordés dans les régions de Thiès et Kaolack par le biais de la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA), mais la grande majorité des paysans a emblavé cette année ses propres graines. Considérée comme un sésame assez brutal, cette nouvelle politique semencière fut tellement décriée en milieu rural qu'on craignait beaucoup pour la campagne agricole qui vient de s'achever. Mais les records de production surtout pour l'arachide, annoncés un peu partout dans nos régions, évacuent cette crainte. D'ailleurs, comme ce paysan de Gossas (voir « Soleil » du 29 décembre 1987) beaucoup d'autres paysans apprécient si bien ce nouveau système qu'ils déclarent sans ambages que le crédit semences entraînait la mort lente du monde rural.

Excellentes productions

En tout cas, malgré la suppression du crédit, les semences n'ont pas fait défaut si l'on en juge, du moins, par l'abondante production arachidière. Les estimations de production portent entre 800 000 et 850 000 t, alors qu'au terme de la campagne, tout aussi bonne, de l'année dernière, les récoltes d'arachides n'atteignaient que 534 000 t.

La réussite de la nouvelle politique semencière, ajoutée à l'excellente production arachidière,

constitue donc des paramètres qui attestent de la bonne santé de la NPA. Dans un pays où le monde rural représente 70% de la population et contribue pour un tiers à la production intérieure brute (PIB), un tel résultat serait bon pour la santé économique nationale, si du fait surtout des affres de la conjoncture internationale, la filière arachidière ne subissait pas un déficit devenu chronique.

Heureusement, la compensation nous vient de l'autre parfaite production céréalière. Celle-ci a ob-

servé un bond si remarquable qu'il importe de s'en féliciter si l'on sait, par ailleurs, que l'autosuffisance alimentaire reste le second axe de la Nouvelle Politique Agricole.

Un heureux présage pour notre plan céréalière approuvé en juin 1986 par les bailleurs de fonds du Sénégal. Avec comme socle l'autosuffisance alimentaire, le plan céréalière vise, rappelons-le, à réduire les importations de céréales (riz, blé) et à promouvoir les produits locaux comme, le niébé, le mil et le maïs.

Des objectifs qui ont constitué cette année, le cheval de bataille de nos sociétés régionales de développement rural de sorte qu'on peut dire que l'excellente production céréalière en est la résultante.

Cheval de bataille

Mais tout comme les semences, il est nécessaire que les paysans jouent le jeu de cette politique céréalière en ne bradant pas leurs récoltes. D'ailleurs, pour réguler le marché, le gouvernement a non seulement haussé le prix de base des céréales, mais a investi aussi le Commissariat à la Sécurité alimentaire dans leur commercialisation.

Pas d'illusion

Tout ramène alors à la prise de conscience des hommes de la terre dans la pratique de cette nouvelle politique agricole dont le caractère ambitieux pour notre pays, se mesure par son coût de 107 347 milliards de nos francs.

Une ambition à la dimension des perspectives qu'offre l'après-barrages qui, le long de la vallée du fleuve Sénégal et dans la partie méridionale du pays, révolutionnera le paysage agricole du Sénégal. On s'y prépare dans ces contrées sénégalaises où les considérables terres cultivables dégagées par les barrages ne font plus l'ombre d'une illusion.

An IV de la NPA 1988 sera l'année de la concrétisation des options d'une politique qui, après la réforme administrative, constitue la seconde révolution en milieu rural.

